

Section **B** : Perspectives économiques de l'Ontario



PERSPECTIVES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE PLUS FORTE EN ONTARIO

Perspectives économiques de l'Ontario
(en pourcentage)

Tableau 1

	2003	2004	2005	2006	2007e	2008p	2009p	2010p
Croissance du PIB réel	1,4	2,5	2,9	2,1	1,9	1,8	2,4	2,8
Croissance du PIB nominal	3,2	4,8	3,9	3,9	5,0	3,8	4,0	4,7
Croissance de l'emploi	3,0	1,7	1,3	1,5	1,6	1,2	1,3	1,4
Inflation de l'IPC	2,7	1,9	2,2	1,8	1,8	1,4	2,0	2,0

e = estimation; p = projection.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

La présente section décrit les perspectives macroéconomiques actuelles de l'Ontario, sur lesquelles est fondé le plan financier. On prévoit que la croissance économique de l'Ontario progressera à un faible rythme en 2007 et en 2008, puis qu'elle se renforcera au cours des deux années suivantes à mesure que l'économie s'adapte à la complexité de la conjoncture mondiale.

Le ministère des Finances prévoit une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de l'Ontario de 1,9 % en 2007, 1,8 % en 2008, 2,4 % en 2009 et 2,8 % en 2010. Conformément aux pratiques financières prudentes, le ministère établit délibérément ces prévisions en dessous des prévisions moyennes du secteur privé pour chaque année.

Entre 2002 et 2006, l'économie résiliente de l'Ontario a affiché une croissance modeste, malgré un contexte économique mondial de plus en plus difficile. Les prix du pétrole ont augmenté, passant de 26,10 \$US le baril en 2002 à 66,10 \$US en 2006. De même, le dollar canadien a augmenté, passant de 63,7 cents américains en 2002 à 88,2 cents américains en 2006. En 2006, l'économie de l'Ontario a dû aussi composer avec des taux d'intérêt à la hausse et le fléchissement de la demande aux États-Unis à l'égard des principales exportations de l'Ontario.

Le PIB réel de l'Ontario a augmenté à un taux annuel de 2,3 % au deuxième trimestre de 2007, après avoir affiché une croissance de 3,2 % au premier trimestre. On s'attend à une croissance toujours modeste en 2008, étant donné que la demande américaine demeurera faible et que la hausse de la valeur du dollar canadien et des prix du pétrole pose des défis pour les entreprises ontariennes.

Les solides assises économiques de l'Ontario comprennent, entre autres, une population bien instruite et ayant un niveau élevé de compétence, une structure industrielle diversifiée et une infrastructure

moderne, qui font en sorte que la province est bien placée pour relever les défis et profiter des possibilités de l'avenir. On s'attend à ce que les assises économiques solides de l'Ontario et la reprise de l'activité économique aux États-Unis stimulent la croissance en 2009 et en 2010. Les investissements des entreprises devraient favoriser la croissance, puisque les entreprises investiront pour améliorer leur position concurrentielle. Le maintien de la croissance de l'emploi, de forts gains au chapitre des revenus, des taux d'intérêt faibles ainsi que la hausse de la richesse soutiendront l'augmentation des dépenses des ménages. On prévoit que les exportations de l'Ontario prendront de la vigueur, grâce à l'augmentation de la demande d'automobiles aux États-Unis, à l'entrée en production de la nouvelle usine de Toyota à Woodstock et de la croissance continue des exportations internationales.

PRÉVISIONS DU SECTEUR PRIVÉ

Prévisions du secteur privé concernant la croissance du PIB réel de l'Ontario (en pourcentage)				Tableau 2
	2007	2008	2009	2010
Conference Board du Canada (octobre)	2,4	2,6	3,2	3,2
Global Insight (novembre)	1,8	2,0	2,0	2,4
Centre for Spatial Economics (juillet)	1,7	2,1	2,7	2,9
Université de Toronto (octobre)	2,0	1,1	2,6	3,2
RBC Groupe financier (octobre)	1,9	1,8	2,5	–
Groupe Banque Scotia (décembre)	1,9	1,6	–	–
Groupe financier Banque TD (novembre)	2,1	1,8	2,1	–
BMO Marchés des capitaux (novembre)	1,9	1,7	–	–
Marchés mondiaux CIBC (octobre)	1,9	2,0	–	–
Moyenne selon l'enquête sur les prévisions du secteur privé	2,0	1,9	2,5	2,9
Hypothèse de planification de l'Ontario	1,9	1,8	2,4	2,8

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et enquête du ministère des Finances de l'Ontario sur les prévisions (5 décembre 2007).

Les projections économiques constituent un élément essentiel du plan financier du gouvernement. Pour établir des projections économiques raisonnables et responsables, le ministère des Finances consulte des prévisionnistes du secteur privé. Le Conseil ontarien des prévisions économiques a été établi et chargé de fournir les meilleurs conseils possibles sur les hypothèses et projections macroéconomiques. Les membres du conseil sont Peter Dungan, de l'Université de Toronto, Ernie Stokes, du Centre for Spatial Economics, Dale Orr, de Global Insight, et Glen Hodgson, du Conference Board du Canada. Le ministre des Finances a rencontré les membres du Conseil et d'autres prévisionnistes du secteur privé lors du processus de préparation du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*.

RÉSILIENCE DE L'ONTARIO FACE AUX DÉFIS QUE POSE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Les perspectives économiques à court terme de l'Ontario sont influencées par des facteurs externes tels que les prix du pétrole, le taux de change du dollar canadien et la croissance économique américaine. La section suivante donne plus de détails sur les facteurs externes qui compromettent les perspectives, ainsi que les prévisions sur les exportations de l'Ontario. Suivent les perspectives sur les investissements, l'emploi, les dépenses des ménages et le marché du logement.

Répercussions des changements aux principales hypothèses sur la croissance du PIB réel de l'Ontario ¹ **Tableau 3**
(augmentation en points de pourcentage)

	Première année	Deuxième année
Dépréciation du dollar canadien de 0,05 \$US	de 0,2 à 0,9	de 0,7 à 1,4
Diminution du prix mondial du pétrole brut de 10 \$US le baril	de 0,3 à 0,7	de 0,1 à 0,5
Augmentation de la croissance du PIB réel des É.-U. de un point de pourcentage	de 0,3 à 0,7	de 0,4 à 0,8
Diminution des taux d'intérêt canadiens de un point de pourcentage	de 0,1 à 0,5	de 0,2 à 0,6

¹ Répercussions fondées sur des changements soutenus.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Le tableau 3 montre la fourchette des répercussions typiques de ces facteurs externes sur la croissance du PIB réel de l'Ontario pour la première année et la deuxième année. Ces estimations reposent sur des relations constatées par le passé et illustrent les limites supérieures et inférieures de la réaction moyenne. Elles indiquent les répercussions des changements aux hypothèses clés isolément des changements subis par d'autres facteurs externes. La combinaison d'autres circonstances peut également avoir d'importants effets sur les résultats obtenus.

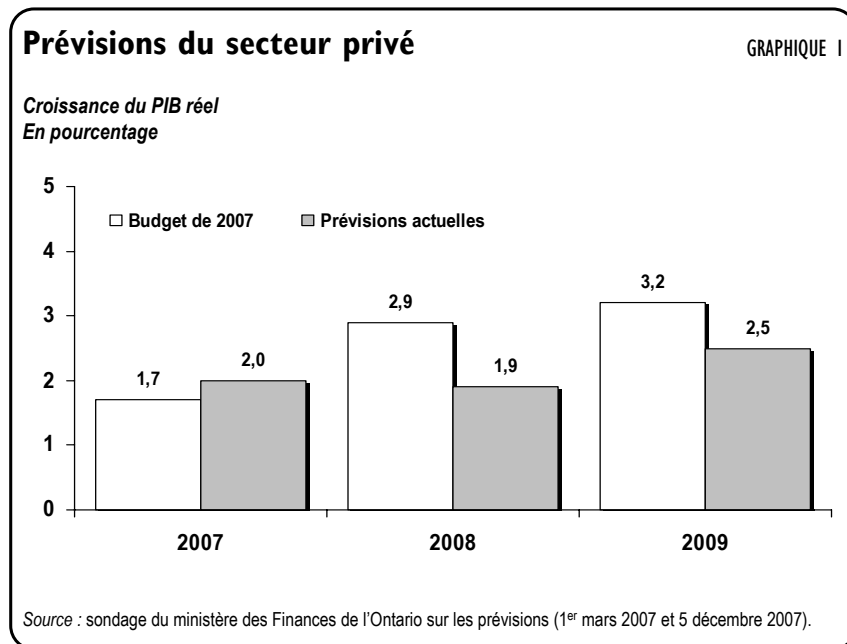
Facteurs externes importants qui influent sur l'économie de l'Ontario
Moyenne des prévisions du secteur privé

Tableau 4

	2007		2008		2009		2010
	Budget de 2007	Mise à jour – Automne 2007	Budget de 2007	Mise à jour – Automne 2007	Budget de 2007	Mise à jour – Automne 2007	Mise à jour – Automne 2007
Dollar canadien (en cents américains)	85,8	93,4	87,2	100,8	87,3	98,1	96,7
Pétrole brut (en \$US le baril)	60,0	71,7	59,7	78,3	60,0	72,3	68,6
Croissance du PIB réel des É.-U. (en pourcentage)	2,7	2,1	3,0	2,4	3,1	2,9	2,8
Taux des bons du Trésor de 3 mois (en pourcentage)	4,1	4,2	4,2	4,1	4,4	4,5	4,6
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement (en pourcentage)	4,1	4,3	4,5	4,4	5,0	4,9	5,2

Sources : *Blue Chip Economic Indicators* (novembre 2007) et enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario (1^{er} mars 2007 et 5 décembre 2007).

COMPARAISON AVEC LES DONNÉES DU BUDGET DE L'ONTARIO DE 2007



Depuis la publication du budget de 2007, il s'est produit d'importants changements imprévus dans la conjoncture économique. Le dollar canadien a dépassé la parité avec le dollar américain, et sa valeur a atteint 1,10 \$ par rapport au dollar américain en novembre 2007. Les prix du pétrole ont atteint un sommet récent de près de 100 \$US le baril. Des turbulences financières et le resserrement du crédit à

l'échelle mondiale se sont produits à cause de la crise des hypothèques à risque élevé aux États-Unis. Il résulte de ces changements que les prévisions du secteur privé ont augmenté pour ce qui est des prix du pétrole et de la valeur du dollar canadien, et diminué en ce qui concerne la croissance économique américaine. En raison de ces facteurs externes en évolution, les prévisions du secteur privé quant à la croissance économique de l'Ontario en 2008 et en 2009 ont été révisées depuis la publication du budget de 2007. Les hypothèses du ministère des Finances restent prudentes comparativement à la moyenne du secteur privé.

Malgré ces difficultés, l'économie de l'Ontario demeure résiliente, et on s'attend à une croissance du PIB réel de 1,9 % en 2007, soit 0,3 point de pourcentage de plus que le prévoyait le ministère des Finances au moment de la publication du budget de 2007. On envisage maintenant une croissance de l'emploi de 1,6 %, c'est-à-dire 0,5 point de pourcentage de plus que ce qui était prévu dans le budget. Les revenus ont augmenté fortement au cours du premier semestre de l'année et on estime que leur taux de croissance devrait dépasser le taux de 3,9 % prévu dans le budget de 2007. On prévoit actuellement que les profits des sociétés augmenteront de 7,0 % en 2007, ce qui est supérieur à la prévision prudente énoncée dans le budget quant à leur croissance, qui était de 1,1 %. On prévoit maintenant que le PIB nominal augmentera de 5,0 %, ce qui dépasse le taux de 3,1 % prévu dans le budget.

**Économie de l'Ontario en 2007
(variation en pourcentage)**

Tableau 5

	Budget de 2007	Mise à jour – Automne 2007
Produit intérieur brut réel	1,6	1,9
Consommation personnelle	2,8	3,0
Construction résidentielle	(3,0)	(0,2)
Construction non résidentielle	2,5	3,8
Matériel et outillage	6,5	4,9
Exportations	1,5	1,5
Importations	2,5	3,0
Produit intérieur brut nominal	3,1	5,0
Autres indicateurs économiques		
Ventes au détail	3,6	3,6
Mises en chantier de logements (en milliers)	68,0	68,0
Revenu des particuliers	3,9	5,3
Traitements et salaires ¹	3,9	4,9
Bénéfices des entreprises	1,1	7,0
Indice des prix à la consommation	1,3	1,8
Marché du travail		
Emploi	1,1	1,6
Création d'emplois (en milliers)	71	103
Taux de chômage (en pourcentage)	6,3	6,4

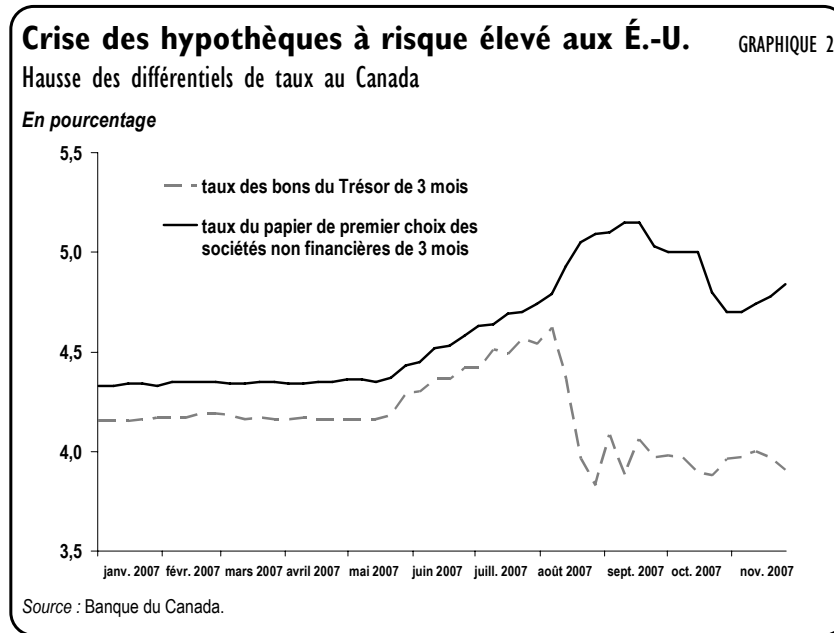
¹ Y compris le revenu supplémentaire du travail.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.



CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EXTERNE DIFFICILE

LES DÉFAILLANCES SUR LES HYPOTHÈQUES À RISQUE ÉLEVÉ AUX ÉTATS-UNIS COMPROMETTENT LA LIQUIDITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS



L'augmentation récente du nombre de défaillances sur les hypothèques à risque élevé aux États-Unis ainsi que l'effet correspondant sur les marchés financiers mondiaux entraînent de nouvelles contraintes pour l'économie de l'Ontario. Par exemple, une bonne partie de la hausse du dollar canadien depuis août résulte de la faiblesse anticipée de l'économie américaine et de la réduction des taux d'intérêt aux États-Unis, déclenchées dans une grande mesure par la crise des défaillances sur les hypothèques à risque élevé. On a également constaté un resserrement correspondant des conditions de crédit partout dans le monde.

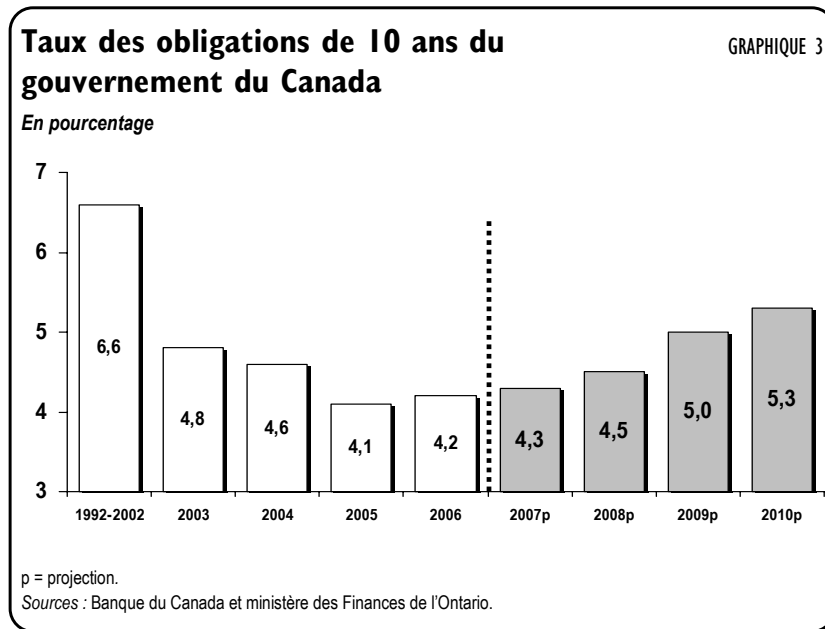
Un grand nombre des hypothèques à risque élevé en cours aux États-Unis ont été réaménagées sous forme de valeurs mobilières et vendues dans le monde entier. Bon nombre de ces CDO (*Collateralized Debt Obligations*) sont des obligations émises en contrepartie de créances qui sont garanties par des prêts et des obligations à rendement élevé ainsi que par des hypothèques. Ces nouveaux arrangements financiers complexes manquaient de transparence, et il était difficile pour les investisseurs de déterminer la valeur sous-jacente des actifs. Le taux de défaillances accru sur les hypothèques à risque élevé a provoqué une très forte aversion pour le risque en ce qui a trait aux valeurs mobilières adossées à ces actifs, même si le risque couru n'était pas important. L'incertitude chez les participants au marché a commencé à s'intensifier au début d'août 2007, et les perceptions du risque ont augmenté. L'aversion pour le risque s'est accrue. Les établissements financiers ont augmenté leurs avoirs liquides en raison de l'incertitude suscitée par leur exposition à des risques, ce qui a comprimé les liquidités.

Lorsque ces événements se sont déroulés dans le monde entier, les banques centrales, y compris la Banque du Canada, ont rapidement réagi en injectant d'importantes quantités de liquidités dans leurs systèmes financiers afin d'empêcher la hausse des taux d'intérêt. La Réserve fédérale américaine a réduit son taux des fonds fédéraux et son taux d'escompte depuis le commencement de la crise au début d'août. À la suite de la crise, la Banque centrale européenne et la Banque du Canada ont attendu avant de procéder aux augmentations des taux d'intérêt prévues antérieurement. La Banque du Canada a réduit le taux de financement à un jour de 25 points de base le 4 décembre, précisant que la détérioration des conditions sur les marchés du crédit internationaux laisse envisager des risques accrus de faiblesse pour l'avenir. Puisque de grandes vagues de prêts à risque élevé seront renouvelés à des taux d'intérêt majorés, on peut s'attendre à ce que le nombre de défaillances sur les hypothèques aux É.-U. augmente au cours des prochains trimestres. Par conséquent, il est possible qu'il y ait encore une certaine volatilité sur les marchés financiers. Jusqu'à ce jour, cependant, l'action efficace de la Banque du Canada a permis de maintenir le roulement en douceur des marchés financiers canadiens et l'Ontario est convaincu que les marchés continueront à fonctionner efficacement.

L'incertitude règne quant à l'ampleur et à la durée du resserrement des conditions de crédit au Canada et quant à l'effet nuisible que cela pourrait avoir sur la croissance. Depuis l'été, les différentiels de taux se sont élargis pour les types de prêts plus risqués, ce qui a entraîné une hausse des coûts d'emprunt pour certaines entreprises et certains consommateurs. Le resserrement des conditions de crédit pourrait inciter les prêteurs à se montrer plus exigeants à l'égard des emprunteurs avant d'accorder des prêts aux entreprises et aux consommateurs. Une confiance moindre des entreprises et des consommateurs causée par le resserrement des conditions de crédit pourrait aussi réduire les dépenses, ce qui nuirait à la croissance économique.

La crise récente des liquidités sur la scène mondiale n'a pas eu d'incidence marquée sur la liquidité de la province. On trouvera des précisions sur l'exposition de l'Ontario au papier commercial adossé à des actifs dans l'*Annexe IV : Emprunts et gestion de la dette*.

LÉGÈRE TENDANCE À LA HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT



Les taux d'intérêt influent sur les dépenses de consommation et les investissements des entreprises, ainsi que sur les dépenses projetées pour acquitter l'intérêt sur la dette de la province.

Lorsque les turbulences actuelles des marchés se seront apaisées, on s'attend à ce que les taux d'intérêt aient tendance à augmenter progressivement. Les prévisionnistes du secteur privé croient que le rendement des bons du Trésor de trois mois du Canada se situera en moyenne à 4,2 % en 2007, 4,1 % en 2008, 4,5 % en 2009 et 4,6 % en 2010. En ce qui concerne le rendement des bons du Trésor de trois mois l'an prochain, on constate un large éventail d'opinions, les prévisions allant d'un rendement aussi faible que 3,0 % à un rendement aussi élevé que 4,8 %. Selon les prévisions du secteur privé, le taux des obligations de dix ans du gouvernement du Canada s'échelonnait entre 3,7 % et 4,9 % en 2008. Les hypothèses du ministère des Finances quant aux taux d'intérêt sont établies à dessein au-dessus des prévisions moyennes du secteur privé. Même si l'on pense que les taux d'intérêt augmenteront à moyen terme, ils devraient rester bien en dessous de leurs moyennes historiques.

**Perspectives d'évolution des taux d'intérêt au Canada
(pourcentage annuel)**

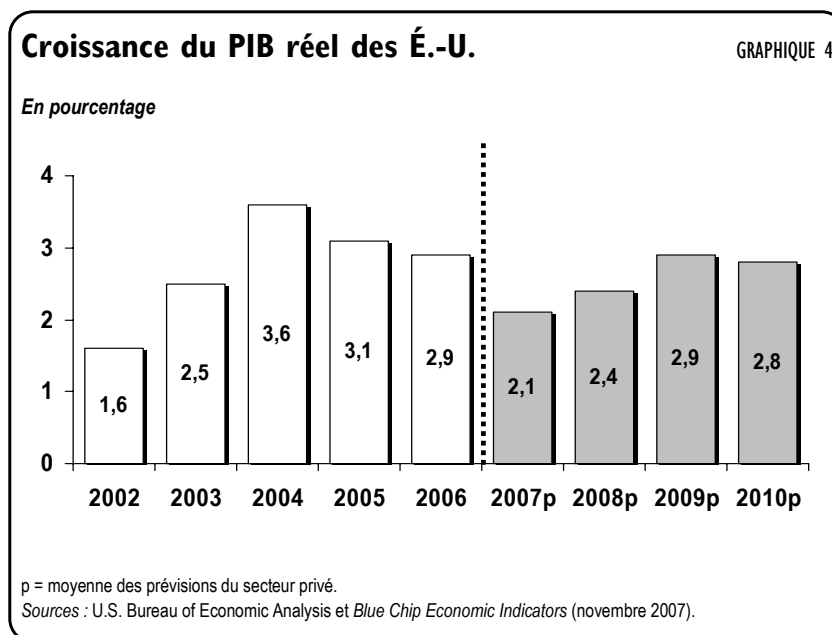
Tableau 6

	2007p	2008p	2009p	2010p
Taux des bons du Trésor de trois mois	4,1	4,2	4,6	4,7
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement	4,3	4,5	5,0	5,3

p = projection.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

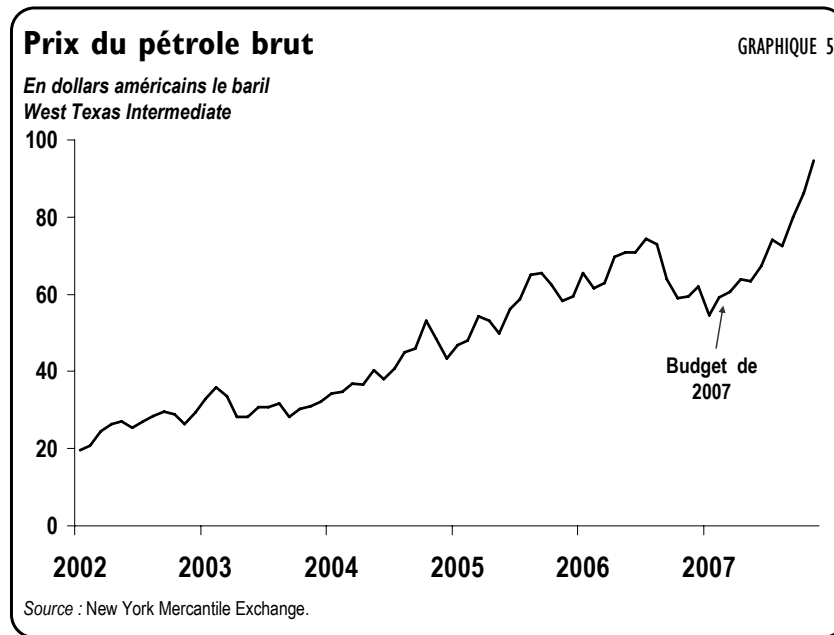
LES ÉTATS-UNIS SONT PRÊTS À ENRAYER LES RECULS



La performance de l'économie des États-Unis est cruciale pour l'Ontario, étant donné que la majorité de nos exportations internationales de marchandises est destinée aux États-Unis. Les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à ce que la croissance du PIB américain soit de 2,1 % en 2007, ce qui est bien en dessous du taux enregistré au cours des trois années précédentes alors que la croissance moyenne a été de 3,2 %.

On prévoit que la croissance américaine s'améliorera, lorsque les inquiétudes au sein des marchés financiers se seront résorbées et que le marché du logement recommencera à s'assainir. La croissance du PIB réel des États-Unis devrait s'améliorer pour atteindre 2,4 % en 2008, 2,9 % en 2009 et 2,8 % en 2010. Une reprise de la croissance américaine est importante pour les exportations de l'Ontario, notamment la reprise des dépenses rattachées aux automobiles et aux matériaux de construction produits en Ontario.

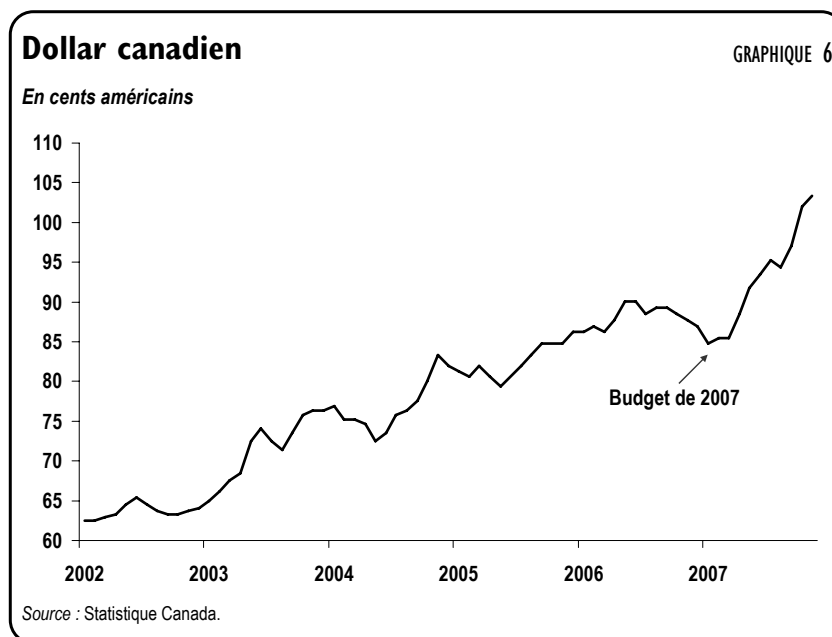
LES PRIX DU PÉTROLE DEVRAIENT RESTER ÉLEVÉS



Des prix du pétrole plus élevés entraînent une augmentation des coûts pour les entreprises et les consommateurs de l'Ontario, ce qui tend à réduire la croissance économique. Les prix du pétrole ont augmenté de plus de 150 %, passant de 26,10 \$US le baril en 2002 à 66,10 \$US le baril en 2006. En 2007, les prix du pétrole ont grimpé; ils s'élevaient à moins de 50 \$US le baril à la mi-janvier et ont établi un nouveau record en atteignant un pic de 99,29 \$US le baril en novembre. Une telle hausse s'explique par la forte demande mondiale, les nombreuses pannes de raffineries et les risques géopolitiques. Elle est également attribuable au maintien des limites de production des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) de même qu'à la croissance moins rapide que prévue de l'approvisionnement auprès des pays qui ne sont pas membres de l'OPEP. Ces deux phénomènes ont contribué à renforcer l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché du pétrole.

Les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à ce que les prix du pétrole restent élevés au cours de l'horizon prévisionnel, car la forte demande mondiale et la capacité excédentaire limitée feront en sorte que les marchés demeureront relativement serrés et vulnérables aux perturbations de l'approvisionnement. Selon les prévisions du secteur privé, les prix du pétrole s'établiront en moyenne à 78,30 \$US le baril en 2008, 72,30 \$US le baril en 2009 et 68,60 \$US le baril en 2010. Il existe encore une volatilité considérable sur les marchés du pétrole, les projections des analystes quant à la gamme de prix pour 2008 allant de moins de 60 \$US le baril à plus de 80 \$US le baril.

LA VIGUEUR ACCRUE DU DOLLAR CANADIEN EXERCE DES PRESSIONS SUR LES ENTREPRISES



La vigueur du dollar canadien constitue un défi de taille pour les entreprises, qui trouvent plus difficile de soutenir la concurrence avec les producteurs étrangers, tant sur les marchés intérieurs que sur les marchés extérieurs.

Après pondération en fonction des échanges, le dollar canadien s'est apprécié davantage que toute autre grande devise depuis le début de 2002, ce qui crée des défis pour l'économie de l'Ontario, particulièrement dans les secteurs manufacturier, agricole et forestier ontariens qui sont axés sur l'exportation. En outre, le tourisme des États-Unis en Ontario a subi les effets négatifs de la vigueur du dollar. Par contre, l'appréciation du dollar diminue les prix du matériel et de l'outillage importés, étant donné qu'environ 60 % du matériel et de l'outillage utilisés en Ontario sont importés, ce qui donne aux entreprises une bonne occasion de moderniser leur technologie et d'améliorer leur efficacité.

Le dollar canadien a augmenté d'environ 65 % entre le début de 2002 et novembre 2007 et, à la fin de septembre, il a dépassé la parité avec le dollar américain pour la première fois depuis novembre 1976. Le dollar a été assez volatil cette année. Il est passé de son niveau le plus bas de 84,2 cents américains, le 8 février, à son niveau maximal de 110,3 cents américains, le 7 novembre. Récemment, sa valeur a diminué et le dollar est revenu à un niveau inférieur à la parité avec le dollar américain. Pendant cette période, le dollar canadien s'est situé en moyenne autour de 93 cents américains jusqu'ici en 2007 et il est en bonne voie d'afficher une hausse pour la cinquième année d'affilée. Les prévisionnistes du secteur privé estiment que le dollar canadien s'établira en moyenne à environ 98,5 cents américains chaque année, entre 2008 et 2010.

Les avis sont fort partagés à propos du dollar canadien : les prévisions pour l'an prochain vont en moyenne de 104,7 cents américains à 92,6 cents américains. Ce vaste éventail d'opinions s'explique par les divergences de vues sur la croissance mondiale, les prix des produits de base et la juste valeur du dollar à long terme.

LA VIGUEUR DU DOLLAR POSERA UN DÉFI POUR LA PERFORMANCE COMMERCIALE DE L'ONTARIO

L'excédent d'exportations net de l'Ontario a diminué en termes de valeur et de volume en raison de la baisse des exportations vers les États-Unis, en grande part attribuable à la vigueur du dollar canadien et à l'affaiblissement de la demande américaine. Même si les exportations de l'Ontario à destination des États-Unis ont diminué, les exportations ontariennes dans le reste du monde ont considérablement augmenté. Au cours des cinq dernières années, la valeur en dollar canadien des exportations de marchandises de l'Ontario vers les États-Unis a diminué de 7,4 %, tandis que la valeur des exportations vers d'autres pays a presque doublé (+93,8 %). Une situation semblable s'est également produite du côté des importations, mais dans une moins grande mesure. Au cours de la période de 2002 à 2006, la valeur des importations ontariennes provenant des États-Unis a diminué de 2,8 %, tandis que les importations provenant d'autres pays ont bondi de 38,5 %, la Chine étant bénéficiaire de presque la moitié de cette croissance.

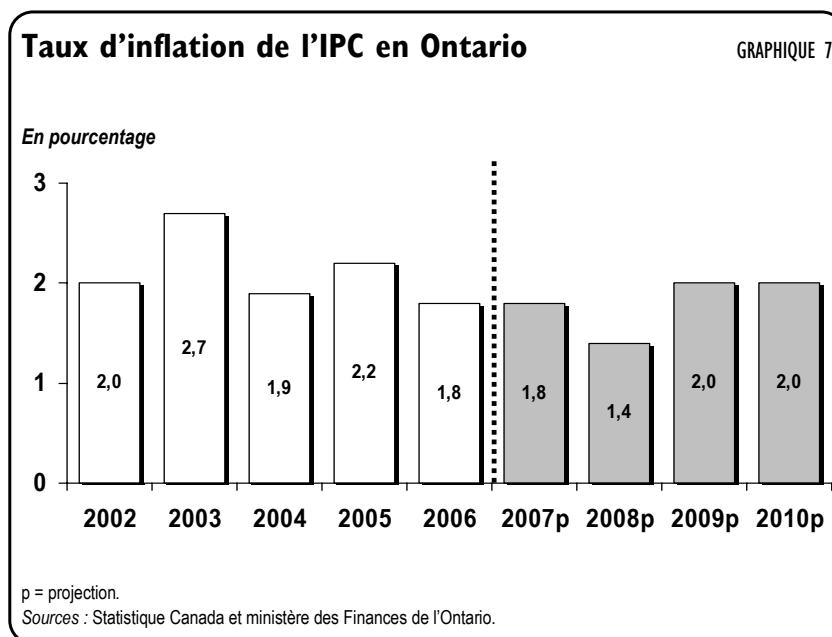
Ces dernières années, le commerce interprovincial s'est également révélé de plus en plus important pour l'Ontario, représentant 31,5 % de la valeur des exportations ontariennes en 2006. On s'attend à ce que la forte croissance enregistrée dans l'Ouest canadien continue à stimuler les exportations de l'Ontario.

Le fléchissement de la croissance américaine, l'appréciation du dollar canadien ainsi que la restructuration de l'industrie automobile continueront à affaiblir les exportations à court terme. Cependant, l'ouverture d'une nouvelle usine de Toyota à Woodstock en 2008 stimulera les exportations. À l'heure actuelle, le secteur de l'automobile est responsable de 41 % des exportations internationales de marchandises de l'Ontario, et 97 % des véhicules exportés sont destinés aux États-Unis.

Une forte croissance mondiale, particulièrement en Inde et en Chine, maintiendra la vigueur des exportations ontariennes de matériel et de biens industriels.

On prévoit que les exportations réelles de l'Ontario augmenteront de 1,5 % en 2007. En 2008, la croissance des exportations réelles devrait ralentir et se situer à 1,0 % en raison du fléchissement de la demande aux États-Unis; elle devrait s'intensifier en 2009 et en 2010 et se situer en moyenne à 2,7 % en raison de la hausse de la demande intérieure aux États-Unis et d'une demande internationale soutenue. Les opinions sont partagées sur les perspectives relatives à la balance commerciale de l'Ontario, ce qui s'explique par des divergences de vues au sujet du dollar, de la demande aux États-Unis et de la rapidité à laquelle les exportateurs ontariens s'adapteront au marché mondial compétitif.

L'INFLATION RESTERA STABLE



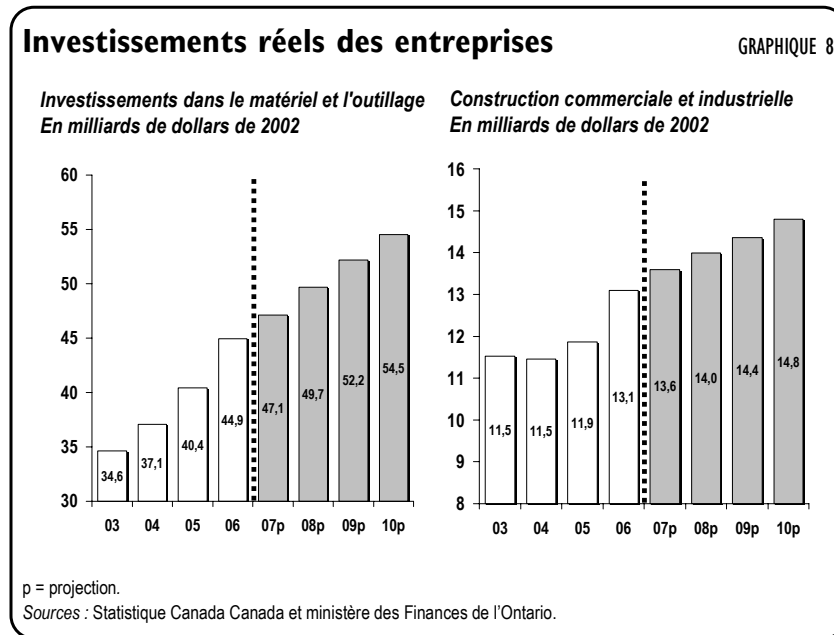
Le taux d'inflation de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'Ontario a été faible et stable au cours des dernières années, se chiffrant à 2,1 % en moyenne entre 2002 et 2006. Il s'est élevé à 2,3 % en octobre et il se situe en moyenne à 1,7 % jusqu'ici en 2007.

On pense que l'inflation restera bien maîtrisée au cours de l'horizon prévisionnel. Le taux d'inflation de l'IPC de l'Ontario devrait diminuer pour se situer à 1,4 % en 2008 et cette prévision tient compte de la réduction de un point de pourcentage de la taxe sur les produits et services (TPS) du gouvernement fédéral, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2008 et qui réduira le taux d'inflation de l'IPC de 0,6 %. On s'attend à ce que le taux d'inflation de l'IPC représente en moyenne 2,0 % en 2009 et 2010. Les prévisions moyennes du secteur privé concernant l'inflation en Ontario en 2009 et 2010 vont d'un minimum de 1,8 % à un maximum de 2,3 %. La gamme restreinte de prévisions à moyen terme reflète le point de vue du secteur privé selon lequel la politique monétaire de la Banque du Canada réussira à maintenir le taux d'inflation proche de la médiane de la fourchette qu'elle vise (1 % à 3 %).



MAINTIEN D'UNE ÉCONOMIE INTÉRIEURE VIGOUREUSE ET RÉSILIENTE

LES FORTES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT SE POURSUIVront



Les perspectives d'investissements des entreprises demeurent positives au cours de l'horizon prévisionnel. Des bilans positifs continueront à créer un climat favorable à l'investissement. Les bénéfices des entreprises ontariennes connaissent une forte croissance depuis plusieurs années, représentant 11,5 % du PIB en 2006. On prévoit que les bénéfices des entreprises ontariennes en tant que pourcentage du PIB atteindront 12,0 % en moyenne entre 2007 et 2010, nettement au-dessus de la moyenne historique de 10,0 %. Les bénéfices des entreprises devraient augmenter de 7,0 % en 2007 et de 5,2 % en moyenne de 2008 à 2010.

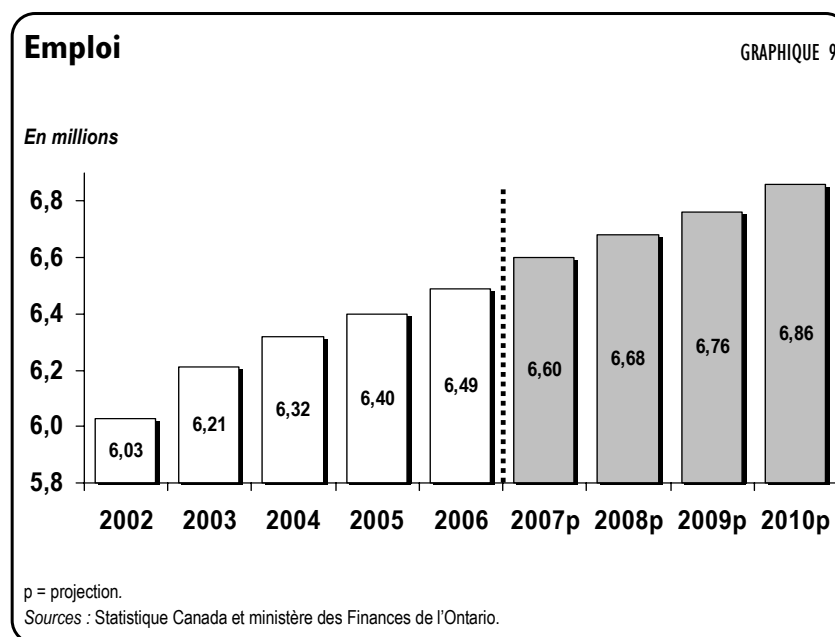
Les dépenses d'investissement ont connu une forte augmentation pendant la période allant de 2002 à 2006. La croissance des investissements réels dans le matériel et l'outillage a été de 5,2 % en moyenne et les investissements dans la construction non résidentielle se sont accrus à un taux annuel de 2,8 %. Les fortes dépenses d'investissement se sont poursuivies pendant la première moitié de l'année 2007, les dépenses réelles ayant marqué une hausse de 6,1 % au chapitre du matériel et de l'outillage et de 5,1 % au chapitre de la construction non résidentielle par rapport à la même période en 2006.

L'investissement dans le matériel et l'outillage permet aux entreprises d'accéder à des technologies de pointe, d'accroître leur productivité et d'améliorer leur compétitivité. Les coûts moins élevés des importations continueront à favoriser les investissements importants des entreprises dans le matériel et

l'outillage. On prévoit que les dépenses réelles pour le matériel et l'outillage augmenteront de 4,9 % en 2007 et de 5,0 % annuellement entre 2008 et 2010.

Une forte croissance est également prévue dans la construction d'immeubles commerciaux et industriels, grâce aux investissements effectués par de nombreux secteurs, notamment les services publics, les transports et l'entreposage, le commerce de détail, et les finances, les assurances et les services immobiliers. Selon les prévisions, les dépenses réelles totales à ce titre devraient croître de 3,8 % en 2007 et de 2,9 % annuellement pour la période de 2008 à 2010.

UN PLUS GRAND NOMBRE D'EMPLOIS SERONT CRÉÉS



Près de 418 000 emplois nets ont été créés en Ontario depuis octobre 2003, et plus de 95 % de ces emplois sont rémunérés à un taux horaire moyen de plus de 19,50 \$, y compris les emplois dans les secteurs des sciences naturelles et appliquées, de la gestion, des sciences sociales et de l'éducation. Les domaines suivants ont enregistré la croissance la plus marquée de l'emploi au cours des quatre dernières années :

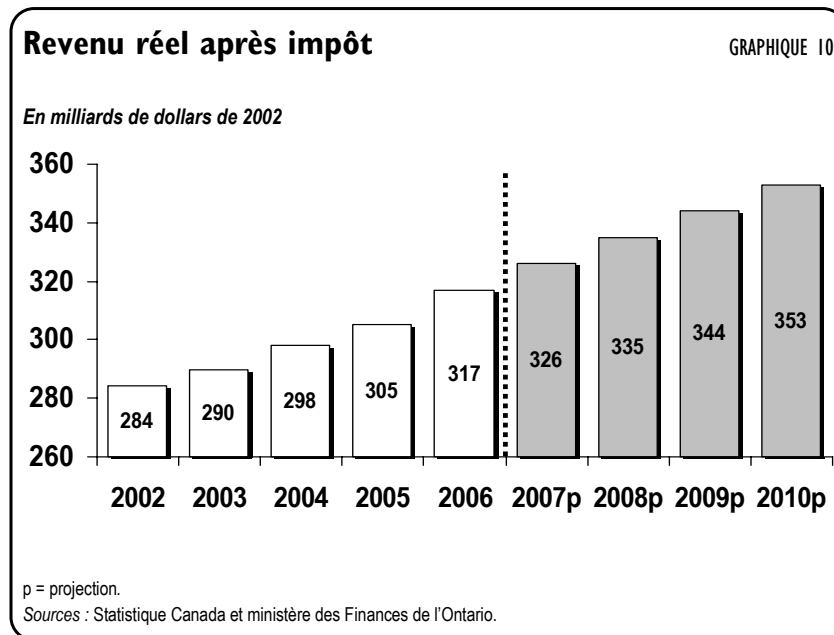
- services d'éducation (109 600);
- commerce de gros et de détail (80 600);
- services de santé et sociaux (56 300);
- finances, assurances, services immobiliers et services de location à bail (56 100);
- information, culture et loisirs (43 700);
- services scientifiques, techniques et professionnels (37 600);
- construction (36 200)

- administration publique (31 900).

L'économie de l'Ontario a créé 102 800 emplois nets jusqu'ici en 2007, 60 % étant des emplois à temps plein. Une large part des nouveaux emplois se trouvait dans le secteur des services et ces emplois étaient répartis comme suit : 33 600 dans les services de santé et sociaux; 29 900 dans les services d'hébergement et de restauration; 23 600 dans les services scientifiques, techniques et professionnels; et 19 500 dans les services d'éducation. Du côté des secteurs producteurs de biens, les industries de la construction et des services publics ont ajouté respectivement 8 700 et 9 600 personnes à leurs effectifs.

Selon les prévisions, le taux de création d'emplois devrait progresser de 1,6 % pour 2007 dans son ensemble, à la suite d'une croissance de 1,5 % en 2006. Le taux de chômage devrait s'établir à 6,4 % en moyenne pour 2007, comparativement à une moyenne de 6,8 % pour dix ans. On estime que 82 000 emplois supplémentaires seront créés en 2008 en Ontario, une hausse de 1,2 %. La croissance de l'emploi devrait s'accélérer en 2009 et en 2010, le taux moyen s'établissant à 1,3 % par année selon les prévisionnistes.

LES REVENUS CONTINUERONT D'AUGMENTER

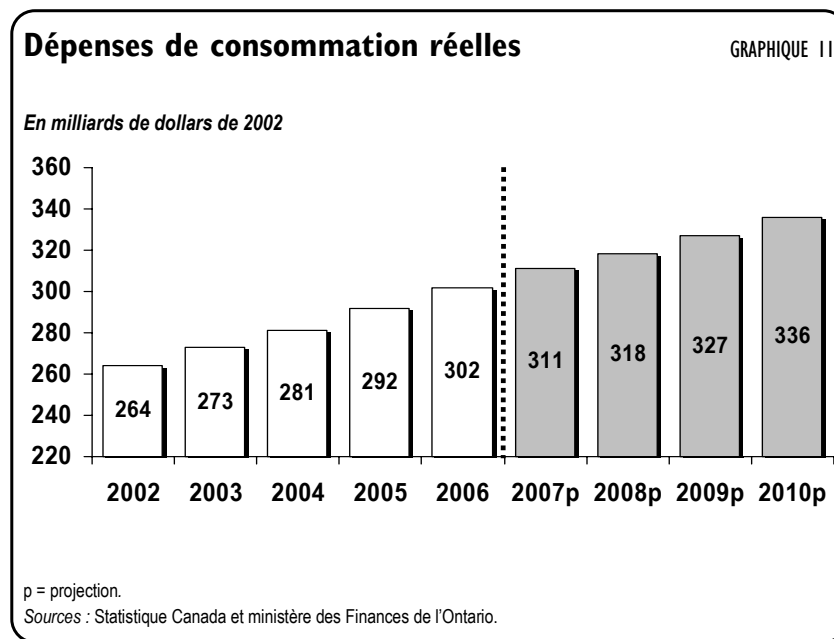


De 2002 à 2006, le revenu des particuliers a connu une forte croissance, augmentant de 3,9 % par année en moyenne et contribuant à une hausse annuelle de 2,6 % du revenu après impôt corrigé pour tenir compte de l'inflation. Cette hausse reflète la forte progression des revenus d'emploi attribuable à la croissance de l'emploi de 1,8 % en moyenne et à l'augmentation moyenne des traitements horaires de 2,6 % par année.

Le revenu réel après impôt est de 3,6 % plus élevé qu'il l'était au premier semestre de 2007 par suite d'une conjoncture favorable en ce qui concerne le revenu d'emploi, le revenu des entreprises non constituées en personne morale et le revenu de placement. Le revenu total des particuliers et le revenu total d'emploi connaissent tous deux une robuste croissance grâce à la hausse de 1,6 % du taux de création d'emplois et à l'augmentation de 2,8 % des salaires.

Selon les prévisions, le revenu des particuliers devrait croître de 5,3 % en 2007, ou de 3,0 % lorsque l'on tient compte de l'inflation et de l'impôt. Cette croissance devrait ralentir pour se situer à 3,8 % en 2008, ce qui mènera à une croissance de 2,6 % du revenu réel après impôts. On prévoit une croissance moyenne du revenu des particuliers de 4,4 % en 2009 et en 2010, attribuable en partie à une croissance plus marquée de l'emploi. Le revenu réel après impôt afficherait donc une hausse moyenne de 2,7 % en 2009 et en 2010.

LA CROISSANCE DE L'EMPLOI ET DES REVENUS STIMULERA LES DÉPENSES DES MÉNAGES

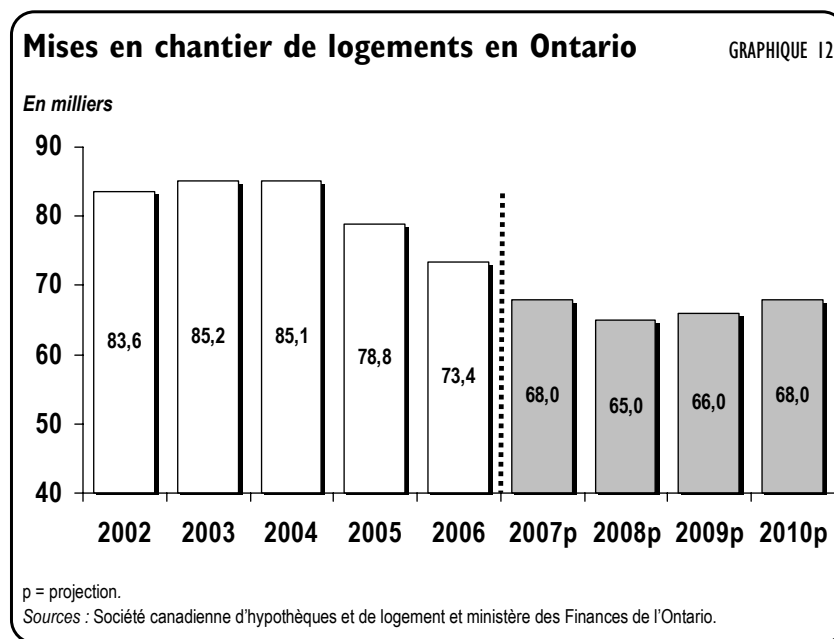


La forte croissance des revenus a favorisé la santé financière des ménages et fortement stimulé les dépenses de consommation. Au cours de la période allant de 2002 à 2006, les ventes au détail ont augmenté de 4,3 % par année en moyenne. Pendant les neuf premiers mois de 2007, elles ont été en hausse de 3,7 %. Les achats liés à l'aménagement de la maison demeurent vigoureux : pendant les neuf premiers mois de 2007, les détaillants de meubles, de fournitures de maison et de fournitures électroniques ont vu leurs ventes augmenter de 8,3 %. Les ventes de voitures neuves se sont accrues de seulement 0,1 % comparativement à la même période l'an dernier, par suite de la faible quantité de véhicules vendus et de la diminution des prix. La croissance modérée des ventes de voitures neuves a limité la croissance des ventes au détail dans leur ensemble, puisque les ventes de voitures neuves

représentent normalement environ 20 % des ventes au détail en Ontario. La croissance des ventes au détail devrait se chiffrer à 3,6 % en 2007, 3,4 % en 2008, et 4,1 % en moyenne en 2009 et en 2010.

Les dépenses de consommation, tant pour les biens que pour les services, ont connu une augmentation réelle vigoureuse de 3,4 % cette année par rapport à la période de 2002 à 2006. Au cours du premier semestre de 2007, les dépenses personnelles réelles ont enregistré une hausse de 3,8 % par rapport à la même période l'année dernière. Les dépenses de consommation réelles devraient croître de 3,0 % en 2007, 2,4 % en 2008, puis 2,8 % en moyenne en 2009 et en 2010, ce qui reflète la croissance du revenu réel après impôt.

LE MARCHÉ DU LOGEMENT RESTE SAIN



Le marché du logement de l'Ontario a contribué à la vigueur de l'économie au cours de la période de 2002 à 2006. Le nombre de mises en chantier a été de 81 200 par année en moyenne, ce qui dépassait largement les attentes. Les reventes de logements ont également monté en flèche, établissant des records en 2002, 2003 et 2004. La moyenne de la hausse a été égale à 3,7 % entre 2002 et 2006.

Le marché du logement de l'Ontario conserve son dynamisme et les reventes de logements devraient atteindre des niveaux record en 2007. Les mises en chantier ont diminué quelque peu, passant de 73 400 logements en 2006 à un taux annuel de 68 600 logements depuis le début de cette année. La hausse du prix des logements et la tendance à la hausse des taux hypothécaires ont tempéré l'abordabilité du logement, mais les nouveaux produits hypothécaires tels que les prêts à longue période d'amortissement ont aidé à contrecarrer cet effet et à élargir l'accessibilité pour les acheteurs.

On prévoit que les mises en chantier atteindront 68 000 au total en 2007, la moyenne s'établissant à 66 300 par année entre 2008 et 2010. Le taux élevé et soutenu d'immigration internationale entraînera

une croissance de la population générale, et près de 72 000 nouveaux ménages en moyenne s'installeront en Ontario entre 2008 et 2010.

Le marché des reventes de logements dans la province a continué à dépasser les attentes. Après un léger ralentissement en 2005 et en 2006, les reventes de logements ont rebondi en 2007 et ont déjà augmenté de plus de 10 % jusqu'ici cette année. On prévoit que la hausse des reventes de logements s'établira à 9,0 % en 2007, qu'elle diminuera de 2,9 % en 2008, puis qu'elle augmentera de 1,5 % en moyenne en 2009 et en 2010. La forte demande a fait monter les prix des logements. Il est prévu que le prix moyen d'un logement en Ontario passera de 299 000 \$ en 2007 à 329 000 \$ en 2010, une hausse de presque 10 %. On s'attend à ce que le marché du logement de l'Ontario demeure sain. Rien n'indique que le nombre de logements qui se construisent dépasse la demande, et même si les prix des logements ont augmenté, des taux d'intérêt peu élevés et la croissance marquée des revenus maintiennent le pourcentage du revenu des ménages affecté aux versements hypothécaires à un niveau bien inférieur à ce qu'il était en 1990.

Le marché du logement de l'Ontario n'est pas exposé aux mêmes risques que le marché américain. Les hypothèques à taux variable sont moins courantes au Canada. En 2006, le marché des hypothèques à risque élevé n'a constitué que 5 % de l'ensemble des hypothèques accordées au Canada, comparativement à 22 % aux États-Unis. En outre, les établissements financiers canadiens ont des normes de prêt plus strictes et, au Canada, la plupart des acheteurs de logements doivent souscrire une assurance hypothèque s'ils n'ont pas le versement initial de 20 % requis.

DÉTAILS DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO

Les perspectives que le ministère des Finances établit en tenant compte des principaux facteurs externes qui influent sur l'avenir économique de l'Ontario sont liées de près aux prévisions du secteur privé. Ces facteurs comprennent les perspectives économiques américaines, les taux d'intérêt, le taux de change du dollar canadien, les prix du pétrole ainsi que la croissance économique dans le reste du Canada. Les prévisions du ministère des Finances quant à la croissance du produit intérieur brut (PIB) sont établies à dessein avec prudence, à 0,1 point de pourcentage en dessous des prévisions moyennes du secteur privé pour chaque année. L'établissement de prévisions sur les revenus exige des prévisions économiques très détaillées qui vont bien au-delà des données disponibles auprès de la plupart des prévisionnistes du secteur privé. Ainsi, les éléments des perspectives les plus détaillés, tels que ceux que l'on retrouve dans ce tableau, reposent sur une combinaison des prévisions du secteur privé et des modèles macroéconomiques. Le jugement professionnel joue également un rôle, particulièrement pour l'interprétation des résultats des analyses modélisées, l'évaluation du caractère raisonnable des prévisions du secteur privé et l'intégration des données les plus récentes.

Le tableau 7 indique les principaux détails des perspectives économiques du ministère des Finances, de 2007 à 2010.

Économie de l'Ontario, de 2005 à 2010
(variation en pourcentage)

Tableau 7

	Chiffres réels		Prévisions			
	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Produit intérieur brut réel	2,9	2,1	1,9	1,8	2,4	2,8
Consommation personnelle	3,6	3,5	3,0	2,4	2,7	2,9
Construction résidentielle	1,8	1,1	(0,2)	0,9	2,0	2,5
Construction non résidentielle	3,6	10,4	3,8	2,9	2,7	3,0
Matériel et outillage	9,1	11,2	4,9	5,4	5,0	4,5
Exportations	2,2	(0,2)	1,5	1,0	2,5	2,9
Importations	3,9	2,7	3,0	2,7	3,0	3,0
Produit intérieur brut nominal	3,9	3,9	5,0	3,8	4,0	4,7
Autres indicateurs économiques						
Ventes au détail	4,8	4,1	3,6	3,4	4,1	4,2
Mises en chantier de logements (en milliers)	78,8	73,4	68,0	65,0	66,0	68,0
Revenu des particuliers	4,5	4,8	5,3	3,8	4,3	4,5
Traitements et salaires ¹	5,0	4,5	4,9	3,8	4,0	4,2
Bénéfices des sociétés	(1,8)	3,9	7,0	5,4	4,9	5,2
Indice des prix à la consommation	2,2	1,8	1,8	1,4	2,0	2,0
Marché du travail						
Emploi	1,3	1,5	1,6	1,2	1,3	1,4
Création d'emplois (en milliers)	81	95	103	82	86	94
Taux de chômage (en pourcentage)	6,6	6,3	6,4	6,6	6,4	6,3

¹ Y compris le revenu supplémentaire du travail.

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, et ministère des Finances de l'Ontario.